

20250228 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/hebergement-d-urgence-la-gauche-s-indigne-des-remises-a-la-rue-par-la-prefecture-du-rhone>

Actualité



(Photo de JEFF PACHOUD / AFP)

Hébergement d'urgence : la gauche s'indigne des remises à la rue par la préfecture du Rhône

par Nathan Bigué

La préfecture du Rhône a annoncé jeudi 27 février la mise en place d'une expérimentation pour "fluidifier" son hébergement d'urgence. Une mesure dénoncée par les partis communiste et socialiste.

En réponse à la saturation des centres d'hébergement d'urgence, la préfecture du Rhône a annoncé jeudi 27 février la mise en place d'une expérimentation pour mettre fin à la prise en charge des "ménages toujours hébergés dans le dispositif d'hébergement d'urgence alors que les vulnérabilités qui avaient motivé initialement leur admission n'existent plus ou que d'autres solutions sont possibles". L'expérimentation débutera à Oullins-Pierre-Bénite et Vaulx-en-Velin, sur deux sites gérés par Adoma.

Lire aussi : [Des remises à la rue pour libérer des places d'hébergement d'urgence : la préfecture du Rhône va l'expérimenter](#)

Avant l'annonce officielle de cette décision par la préfecture dans un communiqué, la fédération départementale du Parti communiste français (PCF) dénonçait un "numéro de chaises musicales iniques et ignobles entre des êtres humains vulnérables", réclamant à l'État l'ouverture de nouvelles places en hébergement d'urgence. Ce dernier regrettait dans son communiqué que, malgré une hausse de 150 % des places ouvertes en 10 ans, son dispositif reste pour autant "saturé".

"L'État décide de précariser davantage les plus précaires"

Ce vendredi, la députée socialiste du Rhône Sandrine Runel, dans un communiqué commun à Arnaud Simion, député de Haute-Garonne, fustige cette décision : "Alors que nous manquons

cruellement de moyens pour garantir un hébergement digne pour toutes et tous, l'État décide de précariser davantage les plus précaires plutôt que d'investir des moyens suffisants pour pallier le manque d'hébergement".

Et de pointer du doigt le durcissement des critères de vulnérabilité des personnes accueillies dans les centres d'hébergement du Rhône. Cette expérimentation "*ne peut être acceptée par quiconque qui défend les droits humains et la devise 'Liberté, Égalité, Fraternité'*", estime-t-elle, craignant une remise à la rue de dizaines de ménages "*sans aucune solution de repli*" et une situation "*inadmissible*".

Sandrine Runel et Arnaud Simion disent interpeller le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et la ministre en charge du Logement, Valérie Létard, pour exiger la fin de cette expérimentation.

Lire aussi : *Jamais Sans Toit : "On se retrouve à faire le travail de l'Etat et des collectivités territoriales"*